

allemandes, la tentative d'en arriver à un commun accord fut un échec complet. M. Bevin, en mai dernier à Paris, a formulé des propositions dans l'intérêt de l'unité allemande, lesquelles furent carrément rejetées par M. Vishinsky. Et en juin, M. Acheson a suggéré qu'il y ait des élections libres à Berlin et qu'on unifie la ville: même résultat. Il n'y a donc guère eu de progrès quant au règlement de la paix en Allemagne. Il semble parfaitement clair que l'URSS n'envisage ce règlement qu'à son propre point de vue—ce qui signifiera la main mise sur la politique en Allemagne et donnera à la Russie l'occasion d'utiliser la puissance industrielle de la Ruhr, et de disposer aussi comme elle l'entend de la main-d'œuvre allemande.

Ayant échoué dans leur propre tentative de règlement de la paix au moyen d'un accord entre les quatre puissances, les trois puissances démocratiques de l'Ouest furent forcées d'en venir à une attitude qui pourrait amener la stabilisation de toute la partie de l'Allemagne qui relève d'elles. Comme vous le savez, la République fédérale d'Allemagne fut constituée en août dernier, et des accords furent réalisés à propos de la Commission internationale détenant les pouvoirs sur la Ruhr, et à propos d'un Conseil militaire de sécurité et d'un nouveau plan d'expansion de l'industrie. Sous la constitution allemande actuelle, incorporée dans le Statut de l'occupation et la Loi fondamentale, les Allemands eux-mêmes ont fait d'énormes progrès vers la reconquête d'une position où ils pourront reprendre des relations normales avec les autres pays. On rapporte actuellement que la production allemande est revenue au niveau d'avant-guerre. Un gouvernement de coalition, élu suivant le mode démocratique, dirige les affaires intérieures de l'Allemagne sous la dépendance de la Commission suprême alliée qui, par le protocole de Petersburg de novembre dernier, a accepté de prendre des mesures en vue de la représentation consulaire et commerciale de l'Allemagne à l'étranger, ainsi que de sa participation aux organisations internationales.

On se rapproche, en Allemagne occidentale, de la réintégration de l'Allemagne dans la vie internationale. Déjà les grandes lignes apparaissent, mais la situation est encore très difficile parce que l'Allemagne demeure le théâtre d'une lutte inévitable entre deux conceptions de l'organisation humaine, l'État libre esclave. Impossible de ne pas s'interroger sur la part que jouera l'Allemagne dans cette lutte. Elle peut être en effet fort critique.

Quant à nous, je suppose, nous ne doutons pas du rôle qu'elle devrait jouer. La formation d'une Allemagne libre, animée de l'esprit de collaboration, sert d'attitude de base à tous les États libres de l'Ouest; le problème est de trouver le moyen d'y arriver, de réaliser l'idée. L'un des moyens, a-t-on suggéré, de libérer l'Europe de sa pénible position actuelle et de redonner à l'Allemagne le sens de l'existence et de l'unité est pour les puissances d'occupation, y compris sans doute l'URSS, de se retirer complètement de ce pays, permettant de la sorte l'établissement d'un État allemand unifié, neutre, économiquement fort, désarmé et apte, par le travail manuel et cérébral, à contribuer autant à la prospérité qu'à la sécurité du continent européen.

Vous avez sans doute pris connaissance de cette proposition, qui a éveillé sensiblement l'attention. A propos de l'Allemagne, le retrait complet de toutes les forces d'occupation, ainsi que l'unification, le désarmement, l'état de neutralité, voilà à première vue, un projet très attrayant.

M. STICK: Cette idée vient-elle de Russie?

M. BENIDICKSON: Dorothy Thompson en est l'un des premiers avocats.